

INTERVENTIONNISME ÉTATIQUE ET LIBÉRALISME THÉORIE ET POLITIQUE

L'ère du libre-échange dans laquelle nous nous trouvons correspond au retour accentué d'une idéologie dominante avant la seconde guerre mondiale. La mondialisation actuelle en est la traduction spatiale concrète.

Par quelle logique les États se sont-ils départis des prérogatives en termes de régulation économique ? Comment se fait-il qu'ils aient eux-mêmes orchestré leur mise à l'écart, qu'ils aient de leur plein gré renoncé à leurs pouvoirs ? Quelles ont été les conséquences de ce retrait des États pour leurs peuples ? Faut-il souhaiter un retour des États ?

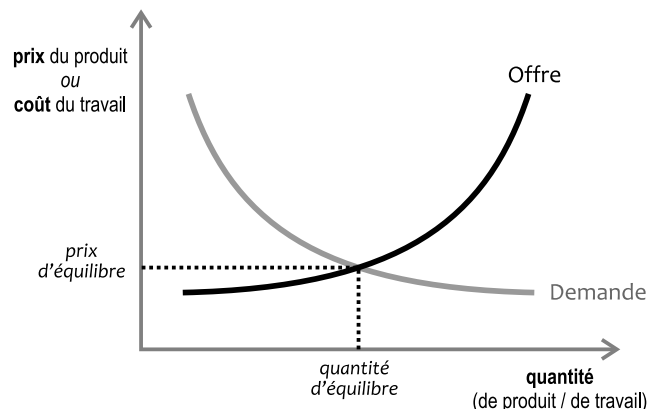
QUELQUES ÉLÉMENTS DE THÉORIE

L'économie est une discipline récente puisque la première véritable école de pensée économique date de la fin du 18^{ème} siècle, début du 19^{ème}. Il s'agit de l'école classique formée essentiellement d'auteurs anglais : Adam Smith, David Ricardo, Stuart Mill, et d'un auteur français : Jean-Baptiste Say. Avec cette analyse, l'économie apparaît d'emblée comme marquée fondamentalement par le libéralisme, avec notamment l'énoncé de 2 lois clés :

- la loi de la « main invisible » selon laquelle les hommes, en ne recherchant que leur propre intérêt, sont conduits à satisfaire l'intérêt général ;
- la « loi des débouchés » selon laquelle l'offre crée sa propre demande, ce qui élimine toute possibilité de crise de surproduction.

Sur ces bases prend naissance dans le dernier tiers du 19^{ème} l'école néo-classique, encore plus imprégnée du libéralisme. Celle-ci, influencée par le courant scientifique, va chercher à construire l'économie sous la forme d'équations et de lois universelles, valables en tous temps et en tous lieux. Une telle approche est aberrante, ce qui ne l'empêche pas d'être largement dominante aujourd'hui encore dans l'enseignement universitaire français et dans les politiques économiques mises en œuvre. Il est vrai qu'elle supprime tout débat politique et sociologique puisque, par définition, les mathématiques ne peuvent que dire la vérité. Cette analyse a donné naissance à la fameuse « loi de l'offre et de la demande » qui stipule que, sur tous les marchés, il existe une offre qui est fonction croissante du prix et une demande qui est fonction décroissante du prix. Ces deux courbes ont donc un point d'intersection qui indique

automatiquement le prix d'équilibre et les quantités échangées. Pour obtenir ce résultat il faut et il suffit de laisser les marchés fonctionner librement, c'est-à-dire laisser s'imposer les règles de la concurrence libre et non faussée.



La loi de l'offre et de la demande s'applique également au marché du travail. L'analyse néo-classique affirme que le chômage ne peut exister puisque la courbe d'offre et de demande indique, sur ce marché aussi, un point d'équilibre, c'est-à-dire un salaire pour lequel l'offre est égale à la demande. Toute offre de travail émanant des salariés sera automatiquement demandée, donc il n'y aura pas de chômage. Les salariés font une analyse coût/avantage : offrir une quantité de travail supplémentaire présente l'avantage d'accroître le revenu mais génère un coût en termes de fatigue et de perte de loisirs ; l'offre est donc croissante avec le salaire. Les entrepreneurs font aussi une analyse coût/avantage et ils ne demandent du travail que dans la mesure où une quantité supplémentaire de travail rapporte

plus qu'elle ne coûte. Cette courbe est donc décroissante avec le salaire.

Courbes de demande et d'offre se croisent forcément et leur point d'intersection donne le salaire d'équilibre, celui pour lequel toute offre est demandée. Puisque tous ceux qui sont prêts à travailler au salaire d'équilibre trouvent de l'emploi, il ne peut y avoir du chômage. S'il y en a, c'est uniquement parce que le salaire est fixé à un niveau trop élevé, engendrant une offre supérieure à la demande, et cela ne peut arriver que si le fonctionnement du marché est perturbé par des interventions étatiques ou syndicales, du style salaire minimum, prestations sociales, réglementation du marché du travail... Ainsi, pour lutter contre le chômage, il faut et il suffit de laisser le marché du travail librement fonctionner.

Des débuts de l'économie comme « science » jusqu'aux années 1930, l'intervention de l'État est donc vue comme problématique, et doit être minimisée.

La crise de 29 a ruiné l'approche néo-classique en mettant en évidence le fait que le chômage pouvait exister, être important et perdurer. Cela a été la source des travaux de John Maynard Keynes.

L'idéologie libérale se manifeste par l'affirmation que le libre échange des biens et services, des capitaux et des hommes assure le bonheur de l'humanité. « *Partout où il y a du commerce il y a des mœurs douces* » écrivait Montesquieu dans *L'Esprit des Lois*.

Bill Clinton : « *La vérité de notre époque est et doit être la suivante : l'ouverture et le commerce nous enrichiront en tant que Nation* » (20/02/93)

Pascal Lamy, ancien Directeur Général de l'OMC : « *L'ouverture des échanges va dans le sens des progrès de l'humanité ; on a provoqué moins de malheurs et de conflits quand on a ouvert les échanges que quand on les a fermés* » (04/09/2003)

Barak Obama, parlant du TAFTA : « *Un accord pourrait accroître nos exportations de dizaines de milliards de \$, induire la création de centaines de milliers d'emplois supplémentaires aux Etats-Unis et dans l'Europe et stimuler la croissance sur les deux rives de l'Atlantique* » (12/02/2014)

Gary Becker : « *Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés. Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en voie de développement* » (Busines Week 09/08/1993)

L'analyse keynésienne

L'analyse de Keynes est développée essentiellement dans son livre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). Nous nous limiterons ici à son analyse du chômage. Mais il nous faut auparavant signaler un apport fondamental de Keynes en ce qui concerne l'environnement économique. Il considère que les individus sont dans une incertitude radicale, ce qui le différencie nettement des néo-classiques. Les individus doivent cependant prendre des décisions et ils le font à partir de leurs anticipations.

L'analyse de Keynes a donc une importante dimension psychologique

En ce qui concerne le marché du travail, Keynes met l'accent sur le rôle essentiel que joue la demande en matière de fixation du niveau d'emploi. Keynes condamne l'approche néo-classique de deux manières. D'abord il considère que le salaire ne saurait avoir la flexibilité que lui prêtent les néo-classiques car il est déterminé par tout un ensemble de conditions économiques, sociales, technologiques qui ne varient pas à court terme. Ensuite il refuse le lien établi par ses prédécesseurs entre baisse du salaire et niveau d'emploi ; à l'échelle d'une entreprise il est possible qu'une baisse du salaire conduise cette entreprise à augmenter la quantité de main d'œuvre qu'elle utilise, mais au niveau d'un pays considéré dans son ensemble une baisse du salaire entraînera une diminution du revenu des travailleurs, ce qui diminuera leur demande ; cela conduira les entrepreneurs à limiter leur production et donc à recourir à moins de main-d'œuvre.

Pour Keynes le lien est le suivant : la demande détermine le niveau de production et celui-ci détermine à son tour le niveau d'emploi à court terme, c'est-à-dire pour un niveau de développement et technologique donné. Il y aura chômage si le niveau de l'emploi est insuffisant face à l'offre d'emploi. Le chômage provient donc d'une demande insuffisante pour absorber la quantité totale de travail disponible. On parle d'*économie de la demande*, en opposition avec les néo-classiques qui développent une approche en termes d'économie de l'offre. Ce qui nous amène à la question de savoir ce qui détermine la demande. Celle-ci a deux composantes en économie fermée :

- la demande de consommation qui augmente avec le revenu mais moins vite car les besoins sont de mieux en mieux satisfaits ;
- la demande d'investissement émanant des entrepreneurs qui dépend du revenu anticipé de l'investissement projeté comparé à l'intérêt qu'il faut payer pour se procurer le capital nécessaire au financement de cet investissement ; le revenu anticipé étant lui-même fonction de la demande de consommation

Si la demande globale, somme de ces deux composantes, est insuffisante il y a alors chômage. Pour lutter contre celui-ci l'État doit intervenir, la demande publique venant alors s'ajouter à la demande privée.

L'intervention de l'État se fera de 2 manières :

D'abord, et c'est ce que privilégie Keynes, en créant une demande publique qui vient s'ajouter à la demande privée ; cette demande publique proviendra du déficit budgétaire d'où il résulte que celui-ci devient une nécessité en cas de chômage ; c'est donc le contre-pied total par rapport à l'analyse libérale qui proscrie tout déficit budgétaire. L'efficacité de l'intervention étatique est fonction du multiplicateur qui met en rapport le montant du déficit budgétaire et l'augmentation du PIB qui en résulte. Ce multiplicateur est supérieur à 1 et plus il sera élevé, plus la politique budgétaire sera efficace.

La politique monétaire est la seconde modalité d'intervention de l'Etat. Elle consiste à mettre en circulation une quantité supplémentaire de monnaie ; de ce fait la préférence pour la liquidité devrait être plus facilement satisfaite

et les individus moins exigeants en matière de contrepartie à leur fournir pour renoncer à la liquidité, d'où un taux d'intérêt plus faible. La rentabilité des investissements serait accrue et ceux-ci devraient se développer. Ainsi, si Keynes privilégie la politique budgétaire, c'est parce que celle-ci est plus directe. Mais, quelle que soit la politique retenue, l'État a un rôle fondamental à jouer dans la régulation économique.

Cette théorie keynésienne allait dominer la politique économique pendant toute la période des 30 glorieuses jusqu'au moment où elle s'est trouvée inefficace par la conjonction de chômage et d'inflation, situation qu'elle ne pouvait envisager. À partir du début de la décennie 80 le libéralisme s'est de nouveau imposé, les phénomènes déclencheurs ayant été l'élection de Margaret Thatcher en 1979 et de Ronald Reagan en 1981. L'idéologie libérale a pénétré progressivement tous les gouvernements, y compris les socio-démocrates, ainsi que l'ensemble des institutions internationales ; cela nous a conduits à la mondialisation libérale sous laquelle nous vivons aujourd'hui.

Fondements théoriques de la mondialisation

La mondialisation néo-libérale qui domine depuis le dernier tiers du 20^{ème} siècle est le résultat de choix politiques précis effectués par les acteurs les plus puissants du système mondial. On désigne souvent l'ensemble des politiques qu'ils préconisent par l'expression « *Consensus de Washington* » car les États-Unis sont la source et le moteur de cette vision du monde. Les principes de la doctrine du Consensus de Washington constituent une sorte de règlement économique et politique de cette mondialisation. On peut les regrouper autour de quelques thèmes :

- Le marché est au cœur de la régulation car il conduit automatiquement à l'équilibre en fournissant les prix justes, c'est-à-dire ceux qui équilibrent l'offre et la demande. Toute intervention sur le marché limiterait sa liberté de fonctionnement et serait donc contraire à l'équilibre.

- Encourager la concurrence dans tous les domaines et à tous les niveaux car elle conduit à la recherche du moindre coût et donc à l'efficacité maximale. Tout se mesure désormais à l'aune de la capacité d'un territoire à attirer les multinationales du monde entier. Le capitalisme concurrentiel pousse à l'innovation, fait sortir de la pauvreté nombre de pays en développement et amène les gouvernements à s'entendre pour gérer des problèmes de plus en plus communs. Seuls les plus aptes, les plus performants survivent au laminoir de la concurrence ; les « canards boiteux » sont éliminés au profit de toute la société. Ce principe de concurrence doit s'étendre à tous les domaines et, pour ce faire, il est nécessaire de privatiser y compris les services publics. Il faut faire payer l'accès à tous les services (éducation, santé...) ce qui aura aussi pour conséquence de limiter l'abus d'utilisation de ces services dont se rendent souvent coupables les individus.

- La concurrence doit aussi s'exercer sur le marché du travail ; c'est la *flexibilisation*. Cela veut dire supprimer les mesures de protection des salariés et abolir les avantages sociaux. Au nom de la compétitivité internationale il faut réduire, voire supprimer les coûts de la protection sociale

et affaiblir au maximum la législation sur le travail.

- Développer les exportations, facteurs de croissance économique, d'où la nécessaire recherche de compétitivité internationale par l'abaissement du coût du travail. Pour ce faire il faut supprimer tout ce qui entrave les échanges internationaux et notamment les droits de douane et la réglementation.

- Assurer la liberté de circulation des capitaux, y compris à court terme. Cela permettra à l'épargne d'aller s'investir là où elle est le plus rentable, au bénéfice de la communauté internationale. La libre circulation des capitaux garantit ainsi la meilleure allocation internationale des capitaux.

- Réduire l'impôt. Les prélèvements publics diminuent la consommation et freinent l'activité qui devient moins rentable. Cette baisse d'impôt doit concerner en priorité les plus riches et les entreprises car leur épargne est nécessaire pour financer les investissements et, au-delà, créer de l'emploi.

CONSÉQUENCES DU LIBÉRALISME

La mondialisation libérale que nous connaissons n'est pas forcément « heureuse » comme le prétendent les libéraux. Elle fait aussi des perdants, de plus en plus perdants et de plus en plus nombreux. Les inégalités ont explosé ces dernières années. L'abandon de l'interventionnisme étatique a fait de profonds dégâts économiques et sociaux. Nous sommes bien placés en Europe pour voir toutes les conséquences de ce changement, ne serait-ce qu'avec l'exemple de la Grèce. Et pourtant, les dirigeants européens continuent en imposant des mesures qui ont fait la preuve de leur inefficacité.

Les paradis fiscaux

Ceux-ci ont pu se développer dans l'indifférence, si ce n'est avec la complicité des gouvernements. Par la liberté totale accordée aux mouvements de capitaux, le libéralisme a permis un essor formidable de ces paradis, avec le soutien de la finance internationale qui y voit une source majeure de profit. Ce sont entre 8000 et 30 000 milliards de dollars qui se trouvent dans les paradis fiscaux (de 4 à 15 fois le PIB de la France). L'Europe perd annuellement 1000 milliards d'euros de recettes fiscales. Et pendant que les plus fortunés pratiquent cet évitement généralisé de l'impôt, les autres, déjà victimes de l'austérité, ne peuvent bénéficier des mêmes avantages fiscaux.

Délocalisations

La liberté totale accordée aux mouvements de capitaux permet aux multinationales d'aller investir dans les pays où le coût de la main d'œuvre est le plus faible. La course au moins-disant social et fiscal fait rage, avec les conséquences que l'on connaît :

- Dans les pays développés, du chômage et un chômage permanent sur les salariés pour qu'ils acceptent des conditions de travail dégradées et des horaires de travail allongés sans supplément salarial.

•• Dans les pays émergents ceux qui trouvent un emploi l'exercent dans des conditions humainement désastreuses. De temps en temps une catastrophe comme celle du *Rana Plaza* vient nous le rappeler.

Au grand jeu de la libéralisation internationale, seules les multinationales sont gagnantes, et c'est bien pour cela qu'elles ont mis de gros moyens pour pousser le plus possible dans cette direction.



L'effondrement du *Rana Plaza*, usine de confection du Bangladesh, tuant 1335 ouvriers et ouvrières le 24/04/2013 et en mutilant des centaines d'autres, a mis en lumière les conditions de travail extrêmement précaires des ouvriers du textile, et leur impossibilité à se constituer en syndicats.

Des étiquettes de 3 marques françaises ont été retrouvées dans les décombres.

Inégalités

Les inégalités se sont profondément creusées ces dernières années avec la mondialisation libérale. Au premier rang de celles-ci on trouve bien sûr le chômage. Quelques chiffres nous permettront de mieux prendre conscience de l'étendue des inégalités :

•• Selon la *Banque Mondiale* les 500 plus grandes sociétés au monde, tous secteurs confondus, ont contrôlé en 2015 53% du Produit Mondial Brut.

•• Toutes les 5 secondes un enfant en dessous de 10 ans meurt de faim ou de ses suites immédiates. Or, le rapport de la FAO estime que l'agriculture mondiale, en l'état actuel de ses forces productives, pourrait nourrir normalement jusqu'à 12 milliards d'individus.

•• De nombreux chiffres illustrent le scandale des inégalités de salaire. On se contentera du cas du PDG de *Renault-Nissan*, qui a gagné en 2015, 15 millions d'euros soit 1736€/heure quoi qu'il fasse, même quand il dort.

•• Les inégalités de patrimoine sont encore plus scandaleuses que celles de revenu. Pour ne citer qu'un cas, Bernard Arnault, première fortune de France, dispose, en termes de seul patrimoine professionnel, de 26 milliards d'euros, soit plus d'un million d'années de SMIC.

Domination de la Finance Internationale

La finance internationale domine aujourd'hui le monde, mais elle n'a pas pris le pouvoir par effraction ; ce sont les

politiques qui le lui ont offert sur un plateau et lui permettent de le conserver. Voici deux exemples :

•• En 1972, James Tobin a avancé l'idée d'une taxation des transactions financières. À ce jour on n'est pas arrivé à la concrétiser car les lobbies financiers n'en veulent pas.

•• François Hollande avait promis de s'attaquer à la finance ; on sait ce qu'il est advenu de ce programme. Le gouvernement n'a même pas été capable de présenter une véritable loi de séparation bancaire.

Mondialisation et écologie

La mondialisation participe largement à la destruction progressive de la planète au profit de quelques détenteurs de capitaux mais au détriment de l'ensemble de la population mondiale. Cette destruction provient du fait que la planète est disponible gratuitement ; l'atmosphère est un produit libre, tout le monde peut l'endommager sans en supporter le coût. Même si les choses s'améliorent dans l'avenir et si nous sollicitons moins la terre, nous savons déjà que dans les 50 ans qui viennent nous devons payer très cher les intérêts de notre endettement écologique actuel.

Puisque la destruction de la planète n'a pas de coût, le marché s'avère impuissant, il est aveugle à l'environnement. Seule l'élaboration de règles incontournables peut être efficace.

PERSPECTIVES

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause le *tout marché* et le libéralisme qui dominant depuis plusieurs décennies. Des expériences concrètes sur le produire, le consommer, et le vivre autrement se développent ; les négociations sur le TAFTA sont, au moins provisoirement, bloquées ; le débat sur le protectionnisme s'est ranimé aux Etats-Unis à la faveur de l'élection présidentielle ; la bataille pour la défense des normes environnementales, sociales et sanitaires gagne du terrain en Europe.

Bien évidemment, ceux qui ont tant gagné dans la mondialisation libérale vont utiliser leur énorme pouvoir économique, financier et politique pour bloquer cette évolution. Mais il existe aujourd'hui une lueur d'espoir que le monde puisse changer...

BIBLIOGRAPHIE

- Attac et Basta : *Le livre noir des banques* (Les liens qui libèrent, 2015)
- Alain et Eric Boquet : *Sans domicile fixe* (Cherche Midi, 2016)
- Adrien de Tricornot, Mathias Thépot et Franck Dedieu : *Mon amie, c'est la finance* (Bayard 2014)
- *Manuel d'économie critique* (Le Monde Diplomatique, 2016)